

Bruxelles refuse d'employer le mot "chrétien"



Sévérité de Radio Vatican, notamment envers le conseil des ministres et Catherine Ashton (photo) :

« Les institutions européennes risquent de perdre toute crédibilité », titre aujourd'hui Radio Vatican : « C'est la crainte exprimée par un haut responsable de la Curie romaine après le report sine die, faute de consensus, d'un texte de la diplomatie étrangère de l'UE sur la liberté religieuse ».

« Une polémique a surgi à Bruxelles autour de la mention du terme 'chrétien' dans un document officiel, souligne Radio Vatican. Les ministres européens des Affaires étrangères qui avaient souhaité que la déclaration cite explicitement les communautés religieuses exposées aux risques de violences et de discriminations n'ont pas obtenu gain de cause ».

« Or cette déclaration avait été demandée suite aux attaques antichrétiennes dans le monde », précise la même source.

Le président du Conseil pontifical pour la nouvelle évangélisation a souligné devant les journalistes qu'on ne pouvait « balayer d'un revers de main les sentiments de la population ».

Mgr Rino Fisichella s'en est pris en particulier au Haut Représentant pour la politique étrangère de l'Union, Catherine Ashton: « Le contrôle du langage - a-t-il dit - est devenu insupportable et je ne veux plus respecter un langage qui refuse de reconnaître le fait chrétien ».

Pour Mgr Fisichella, « l'Europe ne peut pas se cantonner dans une attitude de neutralité » mais avec Catherine Ashton « le mot chrétien risque bien de ne plus figurer dans une résolution européenne ».

Le Parlement européen avait clairement manifesté ces jours derniers son soutien aux chrétiens persécutés et s'était prononcé de manière nette en faveur de la liberté religieuse, actuellement violée dans plus de 50 pays, rappelle Radio Vatican (cf. Zenit du 27 janvier).

Et d'expliquer : « Les élus ont demandé aux États européens de ne pas conclure d'accords ou de partenariats avec les pays qui ne respectent pas la liberté religieuse. On assiste aujourd'hui à une prise de conscience de la souffrance des minorités chrétiennes dans de nombreux pays. »

Radio Vatican rappelle aussi que « les ambassadeurs des 27 pays de l'UE s'étaient entendus en amont d'une réunion des ministres des Affaires étrangères à Bruxelles sur un texte appelant la diplomate en chef européenne Catherine Ashton à élaborer des 'propositions concrètes' pour 'renforcer' l'action de l'Union européenne en faveur de la liberté de religion ».

Le texte condamnait 'fermement' la 'violence récente et les actes de terrorisme visant des lieux de culte et de pèlerinage', mais ne mentionnait aucune communauté spécifique, ce que certaines délégations, notamment italienne et française, ont jugé « trop vague », selon des diplomates. D'autres, les Britanniques et certains pays nordiques, ont refusé cette mention en arguant qu'il ne fallait pas en faire 'un choc des civilisations', toujours selon un diplomate. Les 27 ont finalement décidé de renvoyer le texte à leurs ambassadeurs, pour qu'ils l'affinent, ont précisé d'autres diplomates.

« L'embarras et la faiblesse du Conseil des ministres de l'UE risquent de creuser encore un peu plus le fossé entre les citoyens et les institutions », conclut Radio Vatican.

Lu sur le Blog de Patrice de Plunkett, source : Zenit